

La très distinguée collaboratrice attitrée du *New York Times*, Flora Lewis, écrivait récemment:

L'environnement est devenu une préoccupation d'ordre mondial. Lors d'une conférence tout à fait novatrice tenue à La Haye ce mois-ci, des États ont proposé de se soumettre volontairement à un contrôle international pour s'assurer que leurs citoyens obéissent aux règles convenues. Ce sont là des changements profonds dans la perception du monde; ils se produisent de façon sporadique et irrégulière, mais ont déjà acquis un momentum qui rend le processus irréversible.

Certains ont d'abord critiqué la Conférence de La Haye. Certains ont d'abord critiqué la participation du Canada. Mais le Canada y est allé, a assumé ses responsabilités, a participé activement et a, une fois de plus, contribué au remarquable résultat qu'elle a connue.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Tout en travaillant à ce que le développement devienne viable et à faire du Canada une société compétitive, nous ne devons jamais perdre de vue que la pierre angulaire de notre politique sociale, c'est le bien-être des citoyens. N'oublions jamais que, si nous cherchons tant à nous libérer du fardeau écrasant de la dette et à générer une nouvelle richesse nationale par le commerce et la compétitivité, ce n'est pas pour le plaisir de le faire en soi, c'est que nous voulons être capables d'offrir à la famille, aux personnes âgées, surtout celles qui ont peu de revenus, toute l'aide qu'une société prospère est en droit d'attendre.

Seule une société, monsieur le Président—et je pense qu'il existe une différence fondamentale entre notre parti et les autres à la Chambre des communes—seul un gouvernement qui suscite une croissance économique solide, une nouvelle richesse et une nouvelle prospérité, qui crée un plus vaste bassin de prospérité, seuls ce genre de gouvernement et ce genre de pays peuvent garantir de nouveaux programmes sociaux pour nos citoyens.

Si nous voulons une économie forte, c'est donc pour être capables de financer les programmes sociaux qui sont devenus indissociables de notre identité canadienne.

Nous demeurons résolus à établir un programme national de garde des enfants. Nous allons nous attaquer aux problèmes de la violence familiale et de l'exploitation sexuelle des enfants. Le fléau de la drogue ne doit pas non plus échapper à notre attention.

En septembre 1986, à Vancouver, j'ai dit que l'usage illégal des drogues au Canada était devenu une épidémie qui a de graves répercussions économiques et sociales. Cette opinion, monsieur le Président, a été accueillie avec beaucoup de scepticisme dans certains milieux intéressants.

L'Adresse—M. Mulroney

Pourtant, la semaine dernière, dans un éditorial intitulé «A Tragic Epidemic», le rédacteur en chef du magazine *Maclean's*, Kevin Doyle, décrivait la réalité canadienne en ces termes:

Il n'y a pas si longtemps, l'héroïne et la cocaïne étaient des drogues qui tuaient des gens à Manhattan, à Miami ou à Londres. L'usage des drogues est un phénomène dont les gens de Vancouver, de Toronto, de Montréal ou d'Halifax n'entendaient parler que dans les journaux. Parfois, la police saisissait des substances illégales à un aéroport canadien ou faisait état de leur usage dans des affaires criminelles. Tout cela paraissait bien loin de nous, mais ce n'est plus le cas.

Maintenant, il serait difficile de trouver, dans n'importe quel segment de la société canadienne ou dans n'importe quelle région du pays, un Canadien qui n'ait pas subi d'une façon ou d'une autre les effets de la propagation fulgurante de l'usage des drogues, des vols à main armée commis par des toxicomanes et de la violence entre les gangs qui se disputent le marché de ce poison mortel.

C'est un problème grave qui concerne tous les Canadiens. Un problème qui commence à saper les fondements de la famille canadienne et qui mine notre jeunesse. En 1986, j'ai parlé d'épidémie, mais à mon avis, le problème s'est encore aggravé aujourd'hui et je crois que tous les gouvernements doivent collaborer avec les corps policiers et les institutions scolaires pour juguler cette terrible menace qui pèse sur notre société.

[Français]

Mais nous n'avons jamais fait passer notre conscience sociale au second plan, monsieur le Président, dans nos efforts nationaux pour créer la richesse nécessaire au financement des mesures d'aide sociale qui font l'envie de certains pays du monde. Ailleurs, on nous considère. Le Canada est considéré comme une des nations les plus prospères, les plus humanitaires et les plus prometteuses du monde. L'immensité de notre pays, la richesse de notre histoire, nos deux langues officielles, nos peuples autochtones et l'esprit d'entreprise de nos immigrants sont autant de facteurs qui, ensemble, contribuent à nourrir le sens civique et l'esprit de tolérance qui caractérisent notre société et qui lui confèrent une identité unique dont nous avons toutes les raisons au monde d'être fiers. Mais notre tâche n'est pas terminée, loin de là!

• (1200)

[Traduction]

Monsieur le Président, la seule chose contre laquelle je m'élève vraiment, dans les propos du chef de l'opposition hier, c'est ses commentaires sur la question linguistique. Il a fait quelques déclarations audacieuses que je dois dénoncer. Je parle de certaines sorties vigoureuses à propos de son attachement aux grands principes qui lui ont permis, de fil en aiguille, de dénoncer ma position face au gouvernement du Québec qui a invoqué l'article